

# Ces travailleurs invisibles qui soignent les seniors allemands

Les hôpitaux, cliniques ou maisons de retraite allemands manquent cruellement de main-d'œuvre. Ils recrutent donc de plus en plus de personnels soignants étrangers, en majorité des femmes, qu'ils font venir de l'Est et du Sud de l'Europe. Entre bas salaires, contrats de travail aux clauses abusives et pénibilité des tâches, l'Allemagne n'est pas l'eldorado espéré.

**Rachel Knaebel**

*Journaliste, correspondante de [www.bastamag.net](http://www.bastamag.net)*

**Beth Wambui Haupt, qui est mariée à un Allemand, vient du Kenya et vit depuis huit ans en Allemagne. Elle travaille depuis 2009 comme aide-soignante auprès de personnes âgées dans une maison de retraite à Berlin.**

Images : © Amélie Losier, [www.amelielosier.com](http://www.amelielosier.com) (p. 26, 28, 29)



"Exposé de la démarche à adopter pour travailler en Allemagne", indique un avenant au contrat de travail que s'apprêtent à signer des infirmiers bulgares recrutés par une agence d'intérim allemande et sur le point de gagner l'eldorado allemand, première économie européenne. "Nous ne pouvons pas vous offrir un pays de cocagne en Allemagne, parce que cela n'existe pas!", stipule le contrat. Puis, en gras: "En Allemagne, tout est tourné vers une société de la performance. Cela signifie que l'on doit fournir chaque jour 100% de ses capacités." Les autres clauses du contrat de travail ne sont guère plus avenantes. L'employé devra payer des sanctions financières, de 3 000 à 5 000 euros, s'il divulgue à un tiers ses conditions d'emploi et de formation, ou s'il rompt le contrat avant la première année de l'embauche. Cette "amende" sera immédiatement exigible et encaissée par une firme de recouvrement bulgare.

"Ces clauses sont nulles, elles n'ont pas de valeur légale", souligne pourtant Vladimir Bogoeski, conseiller syndical bulgarophone auprès de la confédération syndicale allemande DGB (Deutscher Gewerkschaftsbund). Dans le cadre du projet européen d'aide aux travailleurs détachés, Fair Mobility, il a déjà aidé quelques-uns de ces infirmiers embauchés par la firme d'intérim. "Les travailleurs m'ont dit qu'ils avaient dû signer les 15 pages de contrats sur place, sans avoir le temps de demander conseil."

Le système de santé allemand recrute depuis des années des personnels soignants venus d'Europe de l'Est. Le phénomène prend une nouvelle ampleur avec le manque toujours plus criant de main-d'oeuvre dans le secteur. Selon les chiffres de l'agence pour l'emploi allemande, un poste d'infirmier reste vacant en moyenne 15 semaines avant de trouver preneur. Ce délai s'élève à plus de

quatre mois pour un emploi dans une maison de retraite médicalisée. La situation devrait encore s'aggraver compte tenu de l'évolution démographique allemande. Dans ce contexte, certaines agences de recrutement semblent prêtes à tous les abus.

### Des antennes dans toute l'Europe de l'Est

C'est dans son bureau de Berlin que Vladimir Bogoeski a reçu les premiers appels au secours d'une poignée d'infirmières bulgares, mi-janvier 2015. Il suit aujourd'hui deux groupes venus de Sofia, la capitale, et d'une ville de province, Vratsa. Des recrutements similaires seraient en cours en Roumanie. L'entreprise d'intérim allemande dispose d'antennes dans toute l'Europe de l'Est, de Tallinn à Budapest. Son site web est traduit en six langues: bulgare, roumain, slovaque, hongrois, tchèque et anglais. Elle démarche des infirmiers qualifiés, leur organise trois mois de cours d'allemand dans leur pays d'origine, puis les envoie travailler en Allemagne sous contrat d'intérimaire. Le personnel soignant est, lui, séduit par des perspectives salariales alléchantes.

"En Bulgarie, les salaires des infirmières sont misérables, entre 300 et 700 euros maximum", explique Valeri Bosukov. Il a travaillé comme professeur d'allemand pour l'entreprise d'intérim. Il enseignait la langue de Goethe à un groupe d'une dizaine de femmes de Vratsa en vue de leur embauche prochaine en Allemagne. Pour y faire reconnaître leur qualification d'infirmier, les personnels migrants doivent au préalable pouvoir attester une connaissance suffisante de l'allemand. Or, selon l'enseignant, "il est impossible d'arriver à ce niveau en trois mois sans connaissances préalables". Le futur

employeur avance les frais des leçons d'allemand, évalués à 1 800 euros par personne pour trois mois. Mais cette avance doit être remboursée par les employés une fois leur contrat de travail signé: 150 euros retirés de leur salaire chaque mois pendant un an.

"Les infirmières ont dû quitter leur emploi en Bulgarie pour suivre le cours, qui est à temps plein", rapporte Vladimir Bogoeski. "Pendant ce temps, elles ne touchent rien, ajoute Valeri Bosukov. Elles devaient recevoir 10 euros de dédommagement par jour, mais cet argent n'arrive pas toujours. C'est comme un esclavage financier." Sans le niveau de langue requis, ces personnels, même formés, ne pourront pas travailler comme infirmières en Allemagne. Elles devront soit rembourser les 1 800 euros, soit se rendre malgré tout en Allemagne pour y travailler comme stagiaire le temps de passer le test de langue, ou comme aide-soignante, pour un salaire horaire inférieur de 20%. Ces intérimaires seront aussi très mobiles et flexibles: le contrat reste très vague sur le lieu possible de travail. Les employés peuvent être envoyés n'importe où en Allemagne, et dans n'importe quel type de structure: "hôpitaux, maisons de retraites, et dans toute institution de soins et de santé".

Dans ces conditions, aucun des infirmiers du groupe de Sofia, que suit Vladimir Bogoeski, n'a finalement pris l'avion pour l'Allemagne. Le syndicaliste a envoyé pour trois d'entre eux une lettre de démission. La réponse de l'entreprise ne s'est pas fait attendre. "Nous vous demandons de payer les coûts de la formation de langue à hauteur de 1 800 euros d'ici le 15 février sur le compte suivant", ordonne l'agence d'intérim dans un courrier fin janvier, en les menaçant de poursuites judiciaires et de sanctions financières.

Vladimir Bogoeski ne s'est pas laissé impressionner: "Nous allons demander des preuves du coût du cours", indique le syndicaliste, qui a joint l'entreprise. Celle-ci relativise, arguant qu'elle n'a jamais vraiment concrétisé la menace de sanctions financières. Reste qu'elle continue d'inquiéter les personnels soignants. "Les infirmières ont vraiment peur de ces amendes. Elles ont aussi peur ne serait-ce que d'appeler un syndicaliste", précise le professeur d'allemand Valeri Bosukov, qui fait l'intermédiaire entre le syndicat allemand et les infirmières de Vratsa.

Sans les connaissances suffisantes en langue, sans la reconnaissance de leur diplôme, celles qui sont venues en Allemagne travaillent pour l'instant sous statut de stagiaires. "Sans

---

**"L'une des infirmières polonaises que j'ai conseillées avait travaillé auparavant au bloc opératoire de l'hôpital universitaire de Varsovie. Et tout à coup, on lui demande ici de passer la serpillière!"**

Sylwia Timm (DGB)

---

véritable salaire, avec simplement un toit fourni par l'entreprise et de l'argent de poche pour se nourrir", précise Vladimir Bogoeski. "Elles ne savent pas du tout comment cela va se poursuivre. Ce sont pourtant des infirmières qualifiées, avec beaucoup d'expérience, qui ont travaillé en réanimation, aux urgences, en neurologie ici en Bulgarie. Aujourd'hui, elles sont presque à la rue. Et n'ont pas la possibilité de continuer à apprendre l'allemand", déplore leur ancien enseignant.

### Infirmiers espagnols, portugais et grecs

L'Europe de l'Est n'est pas le seul vivier d'infirmiers migrants pour les structures de soins allemandes. De plus en plus d'Espagnols, Portugais et Grecs viennent à leur tour travailler en Allemagne du fait de la crise dans le sud de l'Europe. Maria (le prénom a été changé) est portugaise. Diplômée en infirmerie dans son pays d'origine, elle a fait le choix d'émigrer, direction Berlin. Son premier employeur allemand la paie d'abord à temps partiel, au salaire d'une aide-soignante. Le cours de langue est financé par des fonds européens. Elle apprend l'allemand puis commence au sein d'une maison de retraite de Berlin. Quand elle s'aperçoit que son salaire est bien inférieur à ce qu'elle pourrait gagner ailleurs dans de meilleures conditions, elle démissionne. Son ancien employeur lui réclame alors le remboursement des frais engagés pendant son apprentissage d'allemand : des milliers d'euros à payer.

Ces pratiques particulières sont apparues ces dernières années en Allemagne. Elles sont mises en œuvre par des institutions privées qui recrutent directement du personnel à l'étranger, sans passer par des agences d'intérim. "Comme le secteur de la santé fait face à une pénurie de main-d'œuvre, les salaires sont en général plutôt élevés", explique Kalle Kunkel, secrétaire général à la fédération syndicale allemande des services Verdi. Un infirmier peut ainsi gagner 13 à 15 euros bruts de l'heure. Mais le secteur ne dispose pas de convention collective valable pour tous. Seules les structures publiques en ont une. Donc, les cliniques, maisons de retraite et services de soins privés peuvent proposer des salaires bien moindres aux infirmiers venus de l'étranger qui ne connaissent pas le niveau de rémunération normal.

Kalle Kunkel extrait d'un lourd dossier un contrat proposé par une entreprise de soins médicaux intensifs à domicile à un infirmier espagnol. L'entreprise emploie une centaine d'infirmiers étrangers, soit 5% de ses effectifs. Le salaire est de 9,50 euros bruts de l'heure. "L'entreprise n'a pas de

représentants du personnel, nous n'avons donc pas réussi à savoir combien sont payés en moyenne les collègues allemands. Mais dans les contrats des infirmiers allemands de cette entreprise que j'ai pu voir, les salaires commencent à 11 euros."

L'entreprise se défend de toute discrimination et indique dans un communiqué payer ses employés "selon leurs qualifications et expériences". "Les rémunérations sont négociées individuellement et dépendent du profil, des qualifications et des *soft skills* des candidats", ajoute l'entreprise mais refuse de fournir plus de précisions. "L'employeur peut toujours dire que les infirmiers étrangers ne parlent pas aussi bien l'allemand que les autres et que cela justifie une différence de salaire. Mais de son côté, la firme reçoit la même somme de la part de ses clients", souligne Kalle Kunkel.

"Quand les collègues portugais ou espagnols voient qu'ils pourraient gagner plus ailleurs, ils veulent changer d'employeur. Et remarquent à ce moment-là ce qu'implique la clause de leur contrat qui les oblige à rester en poste pendant trois ans. Dans le cas contraire, ils doivent rembourser les coûts engagés pendant la durée du cours d'allemand", poursuit le syndicaliste. Les sommes réclamées varient de 6 000 à 10 000 euros. Des montants dégressifs au fur et à mesure des mois de travail effectués. Selon le syndicat Verdi, au moins 300 infirmiers migrants se sont retrouvés dans cette situation ces deux dernières années dans la seule région de Berlin-Brandebourg.

### Du bloc opératoire au nettoyage des sols

Il n'y a pas que la rémunération. Le travail des infirmiers est souvent moins qualifié et plus dur physiquement en Allemagne que dans les pays d'origine des personnels européens. En Allemagne, il englobe des tâches comme les soins d'hygiène réalisés ailleurs par des aides-soignants. "Les infirmiers du reste de l'Europe ont souvent des compétences plus larges qu'en Allemagne. Mais il y a des domaines, comme les soins de bases, dans lesquels ils ont peu d'expérience pratique", indique ainsi le groupe allemand de cliniques privées Agaplesion, qui emploie plus de 200 infirmiers migrants rien qu'à Francfort. "Les collègues espagnols qui viennent travailler ici sont plus qualifiés que les Allemands. Nos conditions de travail ne correspondent pas à leurs attentes", constate aussi Dietmar Erdmeier, référent sur les politiques de santé à la confédération syndicale Verdi.

Certaines entreprises spécialisées dans les soins à domicile leur demandent en outre d'effectuer des missions qui n'ont rien à voir avec le soin. "L'entreprise de soins intensifs à domicile qui a recruté des dizaines d'infirmiers européens ces dernières années a, par exemple, besoin de personnel qualifié pour les soins médicaux. Mais ces infirmiers formés sont aussi traités comme des aides ménagères. On leur demande de tout faire : promener le chien, arroser les plantes, nettoyer les sols", rapporte Sylwia Timm, conseillère polonaise spécialisée dans le secteur des soins à la confédération syndicale



"Nous ne pouvons pas vous offrir un pays de cocagne en Allemagne, parce que cela n'existe pas !"

Extrait d'un contrat de travail

**Danuta Joanna Dunajewski est originaire de Pologne et vit depuis 11 ans en Allemagne. Elle travaille depuis 3 ans comme aide-soignante.**

DGB. "L'une des infirmières polonaises que j'ai conseillées avait travaillé auparavant au bloc opératoire de l'hôpital universitaire de Varsovie. Et tout à coup, on lui demande ici de passer la serpillière! Avec un contrat qui ne lui permet pas de démissionner!"

Beaucoup démissionnent malgré tout en espérant que les employeurs n'iront pas jusqu'au tribunal pour obtenir les milliers d'euros réclamés. Ailleurs, ils trouvent des postes plus qualifiés et mieux payés. Comme Maria, qui a vite trouvé un emploi à l'hôpital universitaire de Berlin. Sylwia Timm constate à regret: "Les infirmières étrangères n'ont pas toujours conscience de leur valeur sur le marché du travail allemand. Leurs employeurs le leur cachent bien." ●



Vladimir Bogoeski est conseiller syndical auprès de la Confédération syndicale allemande du DGB.

## Aides-soignants à domicile: "Ils n'ont presque aucun droit"

Selon la fédération syndicale allemande des services Verdi, entre 115 000 et 300 000 migrants d'Europe de l'Est travaillent dans le secteur des soins à domicile aux personnes âgées. Il est impossible d'établir un chiffre plus précis tant ces travailleurs, en très grande majorité des femmes, sont invisibles. "Ils disparaissent dès leur arrivée chez les particuliers qui les emploient", résume Sylwia Timm, conseillère polonaise pour le secteur des soins aux personnes à la confédération syndicale allemande DGB, au sein du projet européen d'aide aux travailleurs détachés Fair Mobility. "Ils ne sont pas représentés, pas organisés. Et que ce soit en Allemagne ou en Pologne, aucun des gouvernements ne s'occupe d'eux."

Il y aurait pourtant beaucoup à faire. Il manque en Allemagne entre 150 000 et 190 000 personnels de soins, infirmiers, aides-soignants, et personnels non qualifiés, pour la prise en charge des personnes âgées. Le secteur fait déjà en grande partie appel à des travailleurs migrants pour combler cette demande en main-d'œuvre. Le phénomène devrait encore s'amplifier puisque le nombre de personnes qui auront besoin de soins à domicile va augmenter de 2,3 à 3,4 millions d'ici à 2030, selon les prévisions de l'institut allemand des statistiques.

Entre la pénibilité du métier – porter les personnes, prodiguer les soins d'hygiène, etc. –, la charge affective, la disponibilité le plus souvent assurée 24 heures sur 24 et les salaires extrêmement bas, les conditions de travail de

ces employés à domicile sont particulièrement difficiles. "Leur temps de travail n'est pas du tout délimité. Le personnel dort souvent au même endroit que là où il travaille, avec une présence sept jours sur sept", observe Dietmar Erdmeier, chargé des politiques de santé et de la question des soins aux personnes âgées au sein du syndicat Verdi. "Il s'agit le plus souvent de femmes qui ont entre 45 et 60 ans", ajoute Sylwia Timm. "Une partie d'entre elles ont peu de chance de trouver un emploi dans leur pays, et sous-estiment souvent la difficulté de ce travail. D'autres touchent déjà une petite retraite, mais qui ne suffit pas pour vivre."

La rémunération qui les attend en Allemagne est pourtant faible: 1 400 euros bruts en moyenne selon les données récoltées par Verdi, pour une présence continue auprès des personnes âgées. "Comme ces personnes travaillent beaucoup plus que 48 heures par semaine, ce salaire se trouve bien en dessous du niveau du salaire minimum de la branche du soin" (à 9,40 euros bruts aujourd'hui dans l'ouest de l'Allemagne, 8,65 euros à l'est), conclut le syndicat dans une étude de 2014\*. Une rémunération qui se trouve aussi du même coup sous le niveau du salaire minimum interprofessionnel en vigueur en Allemagne depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015 et qui s'élève à 8,50 euros bruts de l'heure. "Le salaire minimum devrait évidemment s'appliquer pour ces travailleurs. Mais il faudrait encore qu'ils le réclament et qu'il y ait des contrôles", souligne Sylwia Timm.

Or, les contrôles sont rendus encore plus difficiles par le profil des entreprises de la branche des soins à domicile aux personnes âgées. Ce secteur est dominé par une kyrielle d'entreprises privées qui envoient le personnel chez les patients. Il en existe plus de 12 000. Le secteur s'appuie aussi

## La rémunération qui les attend en Allemagne est en moyenne de 1 400 euros bruts.

sur des sociétés étrangères qui envoient des travailleurs détachés, voire sur des organisations qui mettent directement en lien les familles avec du personnel qui travaille sous statut d'indépendant, un statut qui permet tous les abus.

"Il y a des entreprises qui travaillent sur la base de la directive sur le travail détaché mais ne respectent souvent pas les conditions requises. Comme il s'agit de travail à domicile, personne ne contrôle. Et les autorités allemandes ne peuvent de toute façon pas contrôler des firmes qui ont leur siège en Pologne, explique Sylwia Timm. Et puis il y a les femmes sous statut de travailleur indépendant et d'autres employées complètement au noir. Pour tous, quel que soit le statut, il est de toute façon très difficile de prouver qu'elles ont travaillé tel nombre d'heures, ou même qu'elles ont travaillé chez telle ou telle personne. Ces femmes effectuent toutes les tâches de soin et d'aide ménagère qu'on leur demande, mais n'ont droit ni à des congés payés, ni à des congés maladie, et pas toujours à une assurance maladie. Elles n'ont presque aucun droit."

\* Steffen M., Migrantinnen aus Osteuropa in Privathaushalten. Problemstellungen und politische Herausforderungen, Verdi, Berlin, mars 2014. Les chiffres mentionnés ici sont tous tirés de cette étude.